



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL DE LA

RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE



CEA

Information sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA). Ce document a été rédigé par Hosea Mitala pour le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC et la CENUA.

Remerciements

Remerciements particuliers à Sabine Dakou, pour son soutien continu dans la coordination des réunions et les renseignements utiles qu'elle a fournis. L'auteur remercie également Lettisya Zinengeya et Herbert Makaure.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2021

La recherche présentée dans cette publication a été réalisée avec l'aide financière et technique du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC. Hébergée au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), elle est financée conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil ou pour consulter les profils publiés d'autres pays.



Table des matières

Information sur le programme.....	ii
Introduction.....	2
Bref profil du pays.....	2
Ampleur des systèmes ESEC.....	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil.....	4
Cadre législatif.....	4
Gestion, organisation et fonctionnement.....	4
Système de statistiques de l'état civil.....	10
Statistiques de l'état civil.....	10
Causes de décès.....	10
Numérisation.....	12
Informatisation.....	12
Échange avec les autres secteurs et activités.....	14
Initiatives d'amélioration et soutien externe.....	14
Plan d'amélioration et budget.....	14
Conclusion.....	15
Ressources.....	17
Sites Web.....	17
Documents supplémentaires.....	17
Annexe 1 : Enregistrement des naissances dans un établissement de santé processus opérationnel.....	18
Annexe 2 : Enregistrement des naissances dans la communauté processus opérationnel.....	19
Annexe 3 : Enregistrement des décès dans un établissement de santé processus opérationnel.....	20
Annexe 4 : Enregistrement des décès dans la communauté processus opérationnel.....	21
Annexe 5 : Enregistrement des décès dus à un accident processus opérationnel.....	22
Annexe 6 : Enregistrement des mariages : dénomination de l'église processus opérationnel.....	23
Annexe 7 : Enregistrement des mariages : mariages judiciaires processus opérationnel.....	24
Annexe 8 : Enregistrement des mariages : mariages coutumiers processus opérationnel.....	25
Annexe 9 : Enregistrement des divorces processus opérationnel.....	26
Notes.....	27

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) de la République du Zimbabwe.

Les renseignements ont été recueillis au moyen d'un questionnaire rempli par le ministère des Affaires intérieures et du Patrimoine culturel par le département de l'État civil, en mars 2021, et complétés par un examen sur dossier des documents disponibles.

Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale sur le pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour les processus d'amélioration des systèmes ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC.

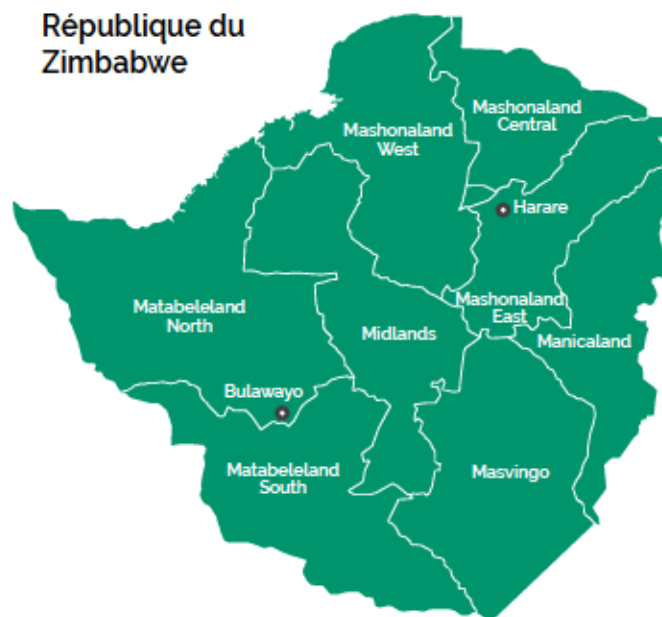
Le rapport servira également d'outil de référence important pour les initiatives d'amélioration d'autres pays.

Bref profil du pays

La République du Zimbabwe se trouve en Afrique australe, entre les fleuves Zambèze et Limpopo, et est bordée par l'Afrique du Sud au sud, le Botswana au sud-ouest, la Zambie au nord-est et le Mozambique à l'est. Depuis le XI^e siècle, l'actuel Zimbabwe a été le siège de plusieurs États et royaumes organisés, tels que les royaumes Rozvi et Mthwakazi, et a constitué une voie majeure de migration et de commerce. En 1965, le gouvernement minoritaire conservateur a déclaré unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie; en avril 1980, le Zimbabwe a obtenu la souveraineté en tant qu'État indépendant.

Le Zimbabwe a un gouvernement centralisé, et est divisé en huit provinces et deux villes ayant le statut de province, à des fins administratives.

République du Zimbabwe



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

Chaque province a une capitale où se déroulent généralement les affaires officielles. Les provinces sont subdivisées en 62 districts et 1 966 circonscriptions (parfois appelées municipalités). La population est passée de 10,41 millions en 1992 à 11,63 millions en 2002 et à 13,06 millions en 2012.¹

- Superficie : 390 757 km²
- Population : 14 215 809 (projection de 2019), avec un taux de croissance annuel de 1,1 pour cent²
- Capitale : Harare
- Langue de travail officielle : Anglais
- Autres langues officielles : Chewa, chibarwe, kalanga, koisan, nambya, ndau, ndebele, shangani, shona, langue des signes, sotho, tonga, tswana, venda, xhosa
- Ministère chargé de l'état civil : Ministère des Affaires intérieures et du Patrimoine culturel
- Agence de l'état civil : Département du Registraire général
- Office national de la statistique : Agence nationale des statistiques du Zimbabwe (ZIMSTAT)

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ³	Non disponible
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	49 % (2019) ⁴
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	86 % (2019) ⁵
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	72 % (2019) ⁶
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants âgés d'un an ⁷	88 % (2018) ⁸
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	30,68 (2018) ⁹
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	3,6 (2018) ¹⁰
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	88 % (2018) ¹¹
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	Non disponible
Accouchements en établissement – pourcentage d'accouchements dans un établissement de santé	Non disponible

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès (adultes uniquement)	Non disponible
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	7,7 (2020) ¹²
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	38 (2019) ¹³
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	55 (2019) ¹⁴
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	462 (2019) ¹⁵

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	34 % (2019) ¹⁶
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Le Zimbabwe, anciennement connu sous le nom de Rhodésie du Sud, est devenu indépendant de la Grande-Bretagne le 18 avril 1980. Bien que l'enregistrement des faits d'état civil ait été établi en 1890, il n'est devenu obligatoire pour tous qu'après l'indépendance. L'enregistrement des naissances a commencé en 1891, et celui des décès en 1904. L'enregistrement des naissances et des décès n'inclut pas les membres des tribus africaines avant 1963. Les registres d'état civil ont commencé vers 1893, et l'enregistrement pour la population indienne était séparé de 1858 à 1921. Les registres d'état civil étaient principalement une source de renseignements sur les naissances, les mariages et les décès pour les populations européennes et asiatiques d'Afrique australe. La couverture de la population autochtone était nettement plus faible, surtout avant l'indépendance.

Cadre législatif

L'enregistrement des faits d'état civil au Zimbabwe est régi par la législation suivante :

- *Births and Deaths Registration Act* [chapitre 5:02] (loi sur l'enregistrement des naissances et des décès), promulguée en 1986;
- *Burial and Cremation Act* [chapitre 5:03] (loi sur l'inhumation et la crémation), promulguée en 1962;
- *Children Protection and Adoption Act* [chapitre 5:06] (loi sur la protection des enfants et l'adoption), promulguée en 1971;
- *National Registration Act* [chapitre 10:17] (loi sur l'enregistrement national), promulguée en 1976;
- *Citizenship of Zimbabwe Act* [chapitre 4:01] (loi sur la citoyenneté du Zimbabwe), promulguée en 1984;
- *Marriage Act* [chapitre 5:11] (loi sur le mariage), promulguée en 1964;
- *Customary Marriages Act* [chapitre 5:07] (loi sur les mariages coutumiers), promulguée en 1917.

Gestion, organisation et fonctionnement

Voici les ministères responsables de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'identification :

- ministère des Affaires intérieures et du Patrimoine culturel;
- ministère de la Santé et du Bien-être des enfants;
- ministère de la Fonction publique, du Travail et du Bien-être social.

Le département du Registraire général, au sein du ministère des Affaires intérieures, est responsable de l'enregistrement et de l'identification des citoyens au Zimbabwe. Il possède des bureaux dans toutes les provinces et tous les districts administratifs du Zimbabwe.

Les services offerts par le département du Registraire général incluent :

- la délivrance des premiers certificats de naissance;
- la reproduction des certificats de naissance;
- l'émission des certificats de décès;
- la reproduction des certificats de décès;
- les certificats de naissance extérieurs;
- les certificats de naissance des non-citoyens;
- les certificats de naissance abrégés;
- l'authentification;
- le rapatriement/l'expatriation des corps;
- l'enregistrement des adoptions;
- l'enregistrement des naissances des réfugiés;
- la correction des erreurs dans les dossiers ou sur les certificats;
- le renouvellement des enregistrements;
- la délivrance d'addendas;
- la modification des dossiers;
- les ordres d'inhumation.

La loi sur l'enregistrement des faits d'état civil impose la couverture de toutes les zones géographiques du pays, y compris les ressortissants, les non-ressortissants et les réfugiés. Cependant, il n'existe aucune disposition permettant de générer des statistiques d'état civil.

La structure organisationnelle du département du Registraire général est présentée à l'annexe 1. Une vue d'ensemble du processus opérationnel d'enregistrement des faits d'état civil pour l'enregistrement et/ou la notification des processus d'enregistrement des faits d'état civil est fournie à l'annexe 2.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Les mécanismes de coordination dans le pays ne sont pas encore formalisés.

Centres d'enregistrement de niveau administratif

L'unité administrative la plus basse où l'on trouve des bureaux locaux d'état civil est le niveau du bureau auxiliaire. Il existe 282 centres d'enregistrement des faits d'état civil au Zimbabwe : 63 dans les zones urbaines et 219 dans les zones rurales. Il y a 82 officiers de l'état civil : 38 dans les zones urbaines et 48 dans les zones rurales.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

La distance qui sépare les centres d'enregistrement des faits d'état civil est de 1 à 10 km dans les zones urbaines et de plus de 10 km dans les zones rurales. Les personnes vivant dans les zones rurales peuvent avoir besoin de plus de temps en raison des longues distances entre les centres d'enregistrement. Le programme de décentralisation est en cours. La plupart des personnes se rendent dans ces centres à pied ou en voiture.

Enregistrement des faits d'état civil

Les faits couverts par le système d'enregistrement des faits d'état civil sont énumérés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Faits couverts par le système des faits d'état civil.

Faits d'état civil	Le fait est-il couvert?	Les définitions sont-elles harmonisées sur les définitions proposées par les Nations Unies?
Naissance vivante	Oui	Oui
Décès	Oui	Oui
Mariage	Oui	Oui
Divorce	Oui	Oui
Adoptions	Oui	Oui

Le cadre juridique de l'enregistrement des naissances au Zimbabwe est stipulé dans la *Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès* (2005) [chapitre 5:02].

Les parents ou toute personne vivant sous le même toit que l'enfant, le personnel de santé ou tout témoin de la naissance âgé de 18 ans ou plus sont des déclarants mandatés pour l'enregistrement des naissances.

Les principaux éléments de données recueillis lors de l'**enregistrement des naissances** sont les suivants :

- **Enfant** : nom, date de naissance, sexe, poids à la naissance, origine ethnique, date d'enregistrement, lieu de survenance [de la naissance], et lieu d'enregistrement;
- **Mère de l'enfant** : situation matrimoniale, date de mariage, origine ethnique, lieu de résidence habituelle et ordre de naissance (ou de parité);
- **Père de l'enfant** : situation matrimoniale, date de mariage, origine ethnique et lieu de résidence habituelle.

Un certificat de décès est requis pour réclamer une identification, un voyage, de l'éducation, un héritage, et des prestations d'aide sociale. Le délai d'enregistrement est de 42 jours.

L'enregistrement des naissances est subdivisé en fonction du lieu de naissance de l'enfant à enregistrer, de la situation matrimoniale des parents, du décès de l'un des parents, etc.¹⁷

Enfants nés dans un établissement de santé :

- Lorsque les parents sont légalement mariés et l'étaient avant la naissance de l'enfant, les documents suivants sont exigés : les documents d'identité nationaux de la mère et du père, l'acte de confirmation de naissance de l'hôpital ou de la clinique et le certificat de mariage.
- Un seul des parents peut enregistrer l'enfant, mais il doit apporter la pièce d'identité nationale de l'autre conjoint.
- Si l'un ou les deux parents sont décédés, les certificats de décès correspondants sont requis. Le conjoint survivant ou les proches peuvent enregistrer l'enfant. Le conjoint survivant doit signer la déclaration de paternité.
- Lorsque les parents ne sont pas légalement mariés, les documents suivants sont exigés : les pièces d'identité de la mère et du père et un acte de confirmation de naissance de l'hôpital ou de la clinique; les deux parents doivent être présents pour signer une déclaration de paternité.
- Les mères célibataires sont libres d'enregistrer leurs enfants sous leur nom de jeune fille si le père biologique refuse de reconnaître la paternité ou si l'on ignore où il se trouve.
- Les pères célibataires sont également libres de se faire enregistrer si la mère biologique est introuvable ou ne coopère pas à l'enregistrement de l'enfant.

Enfants nés en dehors des hôpitaux :

- Lorsque les parents sont légalement mariés, les documents suivants sont requis : les documents d'identité nationaux de la mère et du père; un certificat de mariage; et un témoin ayant en main un document d'identité national, de préférence une sage-femme. L'un ou l'autre des parents peut inscrire l'enfant, mais doit apporter la pièce d'identité nationale de l'autre conjoint.
- Si l'un ou les deux parents sont décédés, les certificats de décès correspondants sont requis. Le conjoint survivant ou les proches peuvent enregistrer l'enfant. Le conjoint survivant doit signer la déclaration de paternité.
- Lorsque les parents ne sont pas légalement mariés, les documents suivants sont requis : les documents d'identité nationaux de la mère et du père; et un témoin ayant en main un document d'identité national, de préférence une sage-femme. Dans le cas d'un enfant né dans une exploitation agricole, il faut un témoin ou une lettre (formulaire de déclaration fourni par le bureau) de l'agriculteur. Les deux parents doivent être présents pour signer une déclaration de paternité.
- Les mères célibataires sont libres d'enregistrer leurs enfants sous leur nom de jeune fille si le père biologique refuse de reconnaître la paternité ou si l'on ignore où il se trouve.
- Les pères célibataires sont également libres de se faire enregistrer si la mère biologique est introuvable ou ne coopère pas à l'enregistrement de l'enfant.

Le système d'enregistrement de l'état civil du Zimbabwe prévoit la possibilité de s'enregistrer soi-même. Il s'agit de cas exceptionnels qui sont déterminés par l'officier d'état civil du district et confirmés par le registraire provincial. Cette procédure s'adresse aux adultes dont les parents sont tous deux décédés.

Les exigences d'auto-enregistrement sont les suivantes :

- Pièce d'identité nationale du demandeur;
- Document d'identité national d'un proche parent;
- Certificats de décès des parents;
- Lettre de l'employeur, si la personne est employée.

Les certificats de naissance extérieurs sont délivrés aux personnes nées en dehors du Zimbabwe dont l'un ou les deux parents sont des citoyens zimbabwéens autres que par filiation.

Pour obtenir un certificat de naissance extérieur, les deux parents doivent fournir un passeport zimbabwéen, une pièce d'identité du Zimbabwe et un certificat de mariage (s'ils ne sont pas mariés, les deux parents doivent reconnaître la paternité).

Les enregistrements de naissance des non-citoyens sont des certificats de naissance délivrés aux enfants de ressortissants étrangers (visiteurs et expatriés). Pour obtenir un acte de naissance étranger, les parents doivent fournir un passeport étranger et un certificat de mariage (s'ils ne sont pas mariés, les deux parents doivent reconnaître la paternité). Si le certificat de mariage est rédigé dans une langue étrangère, il doit être accompagné d'une traduction officielle.

Pour adopter un enfant au Zimbabwe, il faut présenter le certificat de naissance de l'enfant et sept copies de l'ordonnance d'adoption obtenue auprès des tribunaux.

Le cadre juridique de l'**enregistrement des décès** au Zimbabwe est stipulé dans la *Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès* [chapitre 5:02], et la *Loi sur l'inhumation et la crémation* [chapitre 5:03].

L'une ou l'autre des personnes suivantes est habilitée à enregistrer un décès :

- Un proche parent du défunt âgé de 18 ans ou plus;
- Tout occupant de la maison dans laquelle le décès est survenu, âgé de 18 ans ou plus;
- Le chef du village, le chef, un conseiller, etc.

Le délai accordé pour l'enregistrement du décès est de 30 jours.

Aucuns frais ne sont exigés pour l'enregistrement et aucune pénalité n'est imposée en cas d'enregistrement tardif. Les déclarants doivent détenir un certificat médical ou, en cas de décès de cause naturelle dans les zones rurales, d'une lettre de notification du leader traditionnel.

Voici les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des décès :

- **Défunt** : nom, sexe, date de naissance ou âge, lieu de résidence habituelle et profession;
- **Décès** : date du décès, lieu de survenance du décès, date d'enregistrement, lieu d'enregistrement, cause du décès et certificateur;
- **Morts fœtales** : date de survenue de l'accouchement, date d'enregistrement, lieu de survenue, lieu d'enregistrement et sexe du fœtus.

Un certificat de décès est nécessaire pour le traitement des successions, le changement de propriété des biens mobiliers et immobiliers, la réclamation d'assurance et le règlement de la succession du défunt. Pour procéder à l'inhumation du défunt, les proches sont tenus d'établir un ordre d'inhumation. Cela dépend de l'endroit où le décès a eu lieu et de la durée de l'événement.

Pour traiter un ordre d'inhumation pour une personne décédée dans un établissement de santé après 24 heures, le représentant de la famille ou l'entrepreneur de pompes funèbres autorisé doit produire les documents suivants :

- Pièce d'identité nationale ou passeport valide d'un proche parent;
- Pièce d'identité nationale du défunt, passeport valide ou carte de santé de l'enfant (si le défunt est un mineur sans certificat de naissance);
- Les formulaires d'avis de décès (formulaires BD11) remplis par les assistants ou les commis à l'information sur la santé;
- Certificat médical confirmant la cause du décès (formulaire BD12). Si une personne décède dans un établissement médical privé, le formulaire BD12 doit être rempli par un médecin.

Pour traiter un ordre d'inhumation pour une personne décédée à domicile ou dans un établissement de santé dans les 24 heures, le représentant de la famille ou l'entrepreneur de pompes funèbres autorisé doit produire les documents suivants :

- Pièce d'identité nationale ou passeport valide d'un proche parent;
- Pièce d'identité nationale du défunt, passeport valide ou carte de santé de l'enfant (si le défunt est un mineur sans certificat de naissance);
- Formulaires d'avis de décès (formulaires BD11) remplis par un agent de police;
- Formulaire 231 (demande de rapport post-mortem).

Obtenir un certificat de décès auprès du bureau de l'état civil

Les conditions requises pour enregistrer un décès survenu à l'hôpital sont les suivantes :

- Document d'identité nationale de la personne décédée;
- Formulaire d'enregistrement du décès (formulaire BD11) dûment rempli par l'hôpital ou par tout autre informateur prescrit;

- Une demande de police pour l'examen post-mortem (formulaire 231) dûment remplie par un pathologiste, le cas échéant;
- Un certificat médical de la cause du décès (formulaire BD12) délivré par le médecin qui a soigné le défunt en dernier lieu;
- Certificat de mariage, le cas échéant.

Les conditions requises pour enregistrer un décès survenu en dehors de l'hôpital sont les suivantes :

- Document d'identité nationale de la personne décédée;
- Deux témoins compétents (18 ans et plus) ayant une pièce d'identité nationale et présents au moment du décès ou de l'inhumation;
- Une lettre du chef, du chef de village, du représentant du chef ou d'un conseiller confirmant que la personne est décédée dans sa région;
- Document de la clinique ou documentation du traitement, le cas échéant.

Rapatriement et expatriation des corps à l'intérieur et à l'extérieur du Zimbabwe

Lorsqu'une personne ou un parent proche demande à faire venir le corps d'une personne décédée pour l'inhumer au Zimbabwe :

- Document d'identité nationale de la personne décédée;
- Passeport de la personne décédée;
- Lettre de non-objection, pour des raisons de santé, du ministère de la Santé du Zimbabwe;
- Lettre de non-objection du pays d'expatriation où la personne est décédée;
- Certificat de décès du pays d'expatriation;
- Certificat d'embaumement du pays d'expatriation;
- Certificat de non-infectiosité/non-épidémie du pays d'expatriation;
- Lettre d'autorisation de l'ambassade ou du consulat.

Remarque : Les photocopies des documents requis du pays d'expatriation doivent être soumises à l'avance à l'officier d'état civil du district du point d'entrée ou au registraire général pour leur permettre d'obtenir une lettre de non-objection du ministère de la Santé et de confirmer les renseignements du défunt.

Le ministère des Affaires étrangères joue un rôle de facilitateur en assurant la liaison avec les missions étrangères du Zimbabwe ou des pays concernés.

Lorsqu'un parent proche demande à emporter le corps d'une personne décédée pour l'inhumer en dehors du pays :

- Lettre de non-objection du pays de rapatriement où le corps sera inhumé;
- Lettre de non-objection, pour des raisons de santé, du ministère de la Santé;
- Certificat de maladie non infectieuse établi par le médecin qui a soigné le défunt en dernier lieu;
- Formulaire BD11, rempli par l'hôpital où la personne est décédée ou par toute autre personne selon les prescriptions;
- Formulaire BD12, délivré par le médecin qui a soigné le défunt en dernier lieu;
- La pièce d'identité nationale ou le passeport de la personne décédée;
- Certificat d'embaumement de l'embaumeur.

À la réception des documents susmentionnés, tous étant en règle, l'officier d'état civil du district peut délivrer un ordre d'inhumation et un certificat de décès au demandeur.

Le cadre juridique de l'**enregistrement des mariages** au Zimbabwe est guidé par la *Loi sur le mariage*, chapitre 5:11, et la *Loi sur les mariages coutumiers*, chapitre 5:07. L'âge légal du mariage est de 18 ans pour les deux sexes. Le lieu d'enregistrement est le département du Registraire général.

Les conditions requises pour l'enregistrement d'un mariage comprennent la présence du marié et de la mariée et une preuve d'âge pour les deux.

Les renseignements suivants sont recueillis dans le registre des mariages :

- **Conjoints** : Date de naissance ou âge de la mariée, lieu de résidence habituelle de la mariée, date de naissance ou âge du marié, lieu de résidence habituelle du marié;
- **Mariage** : Date de célébration du mariage, date d'enregistrement, lieu de célébration, lieu d'enregistrement.

Un certificat de mariage sert de preuve de mariage.

Arriéré de naissances non enregistrées

L'estimation de l'arriéré des naissances non enregistrées (celles qui ne sont pas enregistrées après un an suivant l'événement) ou des faits d'état civil n'a pas été fournie.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les formulaires d'inscription sont traités manuellement (sur papier) ou électroniquement (au moyen d'un ordinateur ou d'une tablette).

Les modèles des formulaires d'enregistrement et des certificats disponibles sont les suivants :

- Avis de naissance d'un enfant;
- Avis de naissance d'un enfant né hors du Zimbabwe de citoyens du Zimbabwe autrement que par filiation;
- Avis de décès d'une personne;
- Modèle de certificat de naissance;
- Modèle de certificat de décès;
- Licence de mariage;
- Certificat de publication des bans de mariage;
- Duplicata du registre des mariages;
- Certificat de mariage.

Frais d'enregistrement

L'enregistrement des faits d'état civil est gratuit. Les coûts de la certification des faits d'état civil sont indiqués dans le tableau 2.

Tableau 2 : Frais liés à la délivrance des certificats d'état civil.

Fait d'état civil	Frais de délivrance de certificat	Coût de la certification	Remarques
Naissance	Non		Des frais de 0,10 \$ US sont exigés pour toute inscription tardive. L'inscription tardive s'applique aux enfants âgés de plus de 6 ans.
Mariage	Non		
Divorce	Non		
Décès	Oui	0,10 \$ US	

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

La *Loi sur le recensement et la statistique* de 2007 a créé l'Agence nationale des statistiques du Zimbabwe (ZIMSTAT), en remplacement de l'Office central des statistiques.

La ZIMSTAT travaille à l'élaboration de son premier rapport complet sur les statistiques de l'état civil; celui-ci remplacera le rapport sur la mortalité, qui a été produit pour la dernière fois en 2012 et qui portait sur les décès de 2007.¹⁸ Le rapport amélioré comprendra tous les faits d'état civil.

Causes de décès

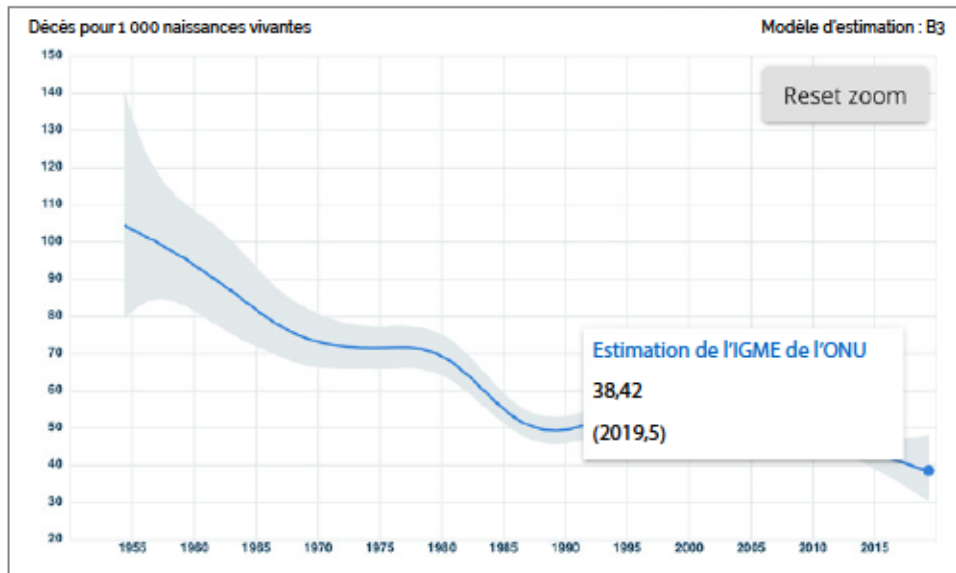
Tableau 3 : Collecte de renseignements sur les causes de décès par l'intermédiaire du système d'état civil.

Cause de décès	Les renseignements sur les causes de décès sont-ils recueillis par l'intermédiaire du système d'état civil?	Le formulaire international normalisé de certificat médical de cause de décès est-il utilisé pour l'enregistrement des décès?
Décès dans les établissements de santé	Oui	Non
Décès naturels dans les collectivités	Oui	Non
Décès non naturels dans les collectivités	Oui	Non

Si le décès ne survient pas en établissement, les outils ou méthodes d'autopsie verbale ne sont pas utilisés. La cause du décès est codée selon la 10^e édition de la Classification internationale des maladies (CIM-10).

Le Groupe interagences des Nations unies pour l'estimation de la mortalité infantile indique que les taux de mortalité des enfants s'élèvent à 38,42 décès pour 1 000 en 2019.¹⁹

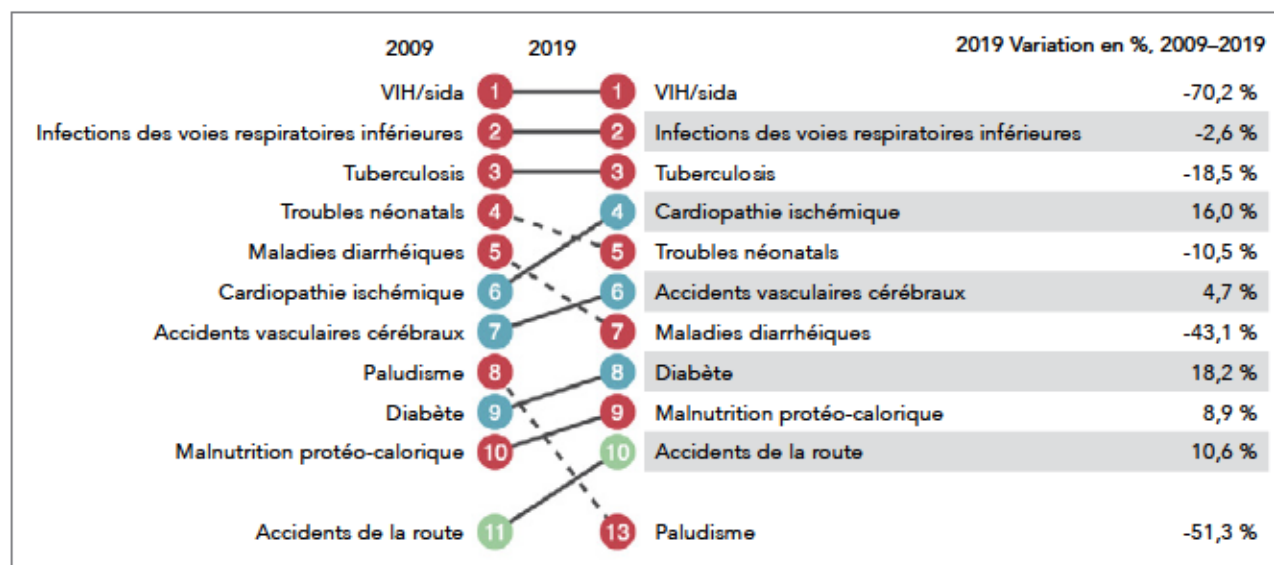
Figure 1 : Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.



Les données relatives à la santé fournissent les 10 principales causes de décès au Zimbabwe de 2009 à 2019; le VIH/sida, les infections des voies

respiratoires inférieures et la tuberculose sont les principales causes de décès.²⁰

Figure 2 : Les 10 principales causes de décès au Zimbabwe.



Numérisation

L'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de l'identité relèvent du département du Registraire général et sont gérés par le registraire général.

Informatisation

L'utilisation de l'ordinateur dans les systèmes ESEC est décrite dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Utilisation d'ordinateurs dans les systèmes ESEC.

Centre	Les ordinateurs sont-ils utilisés pour enregistrer les faits d'état civil?	Remarques
Bureaux d'enregistrement locaux dans tout le pays	Oui	Les bureaux des provinces et des districts sont informatisés. Le programme est en cours; certains bureaux auxiliaires doivent encore être informatisés.
Centres urbains	Oui	
Établissements de santé	Non	

Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé

Aucune information n'a été fournie.

Application de la technologie mobile

Aucune information n'a été fournie.

Numéro d'identification unique

Le numéro d'identification est l'identifiant unique utilisé à la fois pour l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion des pièces d'identité. Ce numéro relie tous les processus d'enregistrement des faits d'état civil; il s'agit de la clé primaire utilisée pour retrouver des renseignements dans le système. Par exemple, lorsqu'un enfant est enregistré, il reçoit immédiatement un certificat de naissance informatisé avec un numéro d'identité national. Lorsque l'enfant atteint l'âge de 16 ans, le même numéro est utilisé pour l'enregistrement d'une pièce d'identité; cela inclut d'autres événements qui peuvent survenir dans sa vie, comme l'enregistrement du mariage, la demande de passeport et l'enregistrement du décès.

Le système d'enregistrement de la population du Zimbabwe, créé en 1996, conserve toutes les données démographiques personnelles essentielles liées aux enregistrements des naissances, des décès, de l'identité nationale, des mariages, des votes, des passeports et des marques de bétail. Cette base de données centralisée peut être consultée par tout individu à l'aide de son numéro d'identité national et d'un mot de passe.

Numérisation des données historiques d'état civil

Aucune information n'a été fournie.

Lien avec le système d'identification

L'enregistrement des faits d'état civil donne accès à un document d'identité. Sans certificat de naissance ou numéro d'identité unique, les personnes ne peuvent pas avoir accès à d'autres documents d'identité.

Le registraire général est également responsable de la délivrance des cartes d'identité nationales (ID), qui ont été délivrées pour la première fois en 1996. La carte d'identité nationale du Zimbabwe comporte un code-barres avec des renseignements biométriques (empreinte du pouce). Il contient également un numéro d'identification, le nom complet, la date de naissance, le village d'origine, le lieu de naissance, la date de délivrance et la signature. Les dispositifs de sécurité comprennent un hologramme, un filigrane, des renseignements personnels invisibles codés sur la photo, une fluorescence UV et une encre iridescente.

La *Loi sur l'enregistrement national*, [chapitre 10:17], stipule que tout citoyen âgé de 16 ans ou plus doit s'enregistrer pour obtenir un document d'enregistrement national. La personne doit produire un certificat de naissance comme preuve d'identité. Le délai de traitement pour l'émission d'une carte d'identité est d'un jour, et une « copie verte » prend trois jours. Le coût des documents d'identité et de la vérification des empreintes digitales est de 1 \$ US, tandis que l'enregistrement initial des personnes âgées de plus de 18 ans est de 2 \$ US. Le remplacement d'un document d'identité perdu ou mutilé coûte entre 2 et 10 \$ US.²¹

Protection et confidentialité des données

La protection des renseignements personnels est inscrite dans la Constitution du Zimbabwe. La reconnaissance du droit à la vie privée et la protection de la confidentialité des données se trouvent à l'article 57 de la Constitution du Zimbabwe, amendement 20 de 2013, qui accorde à toute personne le droit à la vie privée. La *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* [chapitre 10:27] contient le plus de dispositions sur la protection des données.

D'autres lois font référence à la protection de l'information en fonction d'autres activités ou à la protection de types particuliers de données :

- *Loi sur les tribunaux et les autorités décisionnelles* (restrictions de publicité) [chapitre 07:04];
- *Loi sur le recensement et la statistique* [chapitre 10:29];
- *Loi bancaire* [chapitre 24:20];
- *Loi sur l'enregistrement national* [chapitre 10:17];
- *Loi sur l'interception des communications* [chapitre 11:20].

En août 2016, le Cabinet a approuvé la Politique nationale en matière de technologies de l'information et de la communication (Politique TIC) révisée. Cette politique prévoit la création d'un cadre institutionnel pour l'adoption d'une législation traitant précisément des questions de protection des données numériques et de cybersécurité.²²

La *Loi sur la liberté d'information* (n° 1 de 2020) a été promulguée dans le cadre de la législation du Zimbabwe le 1 juillet 2020 afin de garantir les droits d'expression, la liberté des médias et le droit d'accès aux renseignements détenus par les entités dans l'intérêt de la responsabilité publique ou pour l'exercice ou la protection d'un droit. Cette loi a abrogé la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de 2001.

Bien que la *Loi sur la liberté d'information* ne soit pas axée sur les droits de protection des données, certaines de ses dispositions réglementent le traitement des renseignements personnels qui ont une incidence directe sur les droits relatifs aux données. Le projet de loi sur la cybersécurité et la protection des données de 2019, qui a été publié le 15 mai 2020, est plus pertinent pour le présent aperçu.

Ce projet de loi est une mesure transformatrice de la législation du Zimbabwe : son objectif premier est de protéger la vie privée et les droits relatifs aux données des personnes susceptibles d'être victimes d'infractions. Le projet de loi a désigné la Postal and Telecommunications Regulatory Authority du Zimbabwe, ou l'autorité de régulation de la poste et des télécommunications, comme autorité de protection des données.²³

Échange avec les autres secteurs et activités

Le département du Registraire général est chargé de l'enregistrement civil, de l'identification, de la délivrance des passeports et des marques de bétail. Il s'agit d'une occasion unique pour le département du Registraire général, qui est le consignataire des données d'enregistrement au Zimbabwe.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Un plan stratégique pour le département du Registraire général est établi. La période du plan s'étend de 2021 à 2025.

Allocations et besoins budgétaires

Le budget estimé pour le plan stratégique est de 69 700 762 \$ US. Pour l'exercice en cours, le trésor public a alloué 2 090 941 \$ US.

Activités jugées hautement prioritaires

Les activités d'ESEC jugées hautement prioritaires dans le plan stratégique chiffré sont énumérées au tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Activités hautement prioritaires sous-financées du plan national.

Secteurs prioritaires du plan stratégique ayant un financement insuffisant ²⁴	Coût estimatif (en \$ US) (2021 à 2025)	Allocation prévue du gouvernement (\$) (2021 à 2025)	Écarts budgétaires prévus (en \$ US) (2021 à 2025)	Remarques
Informatisation des bureaux d'enregistrement	1 993 350	1 500 000	493 350	Le département a proposé d'informatiser 34 sites en 5 ans. Toutefois, si les fonds le permettent, tous les bureaux d'enregistrement doivent être informatisés.
Développement des infrastructures – bureaux et logements du personnel	13 013 295	5 200 000	7 813 295	La plupart des bureaux d'enregistrement ne disposent pas de l'infrastructure appropriée pour permettre l'informatisation.
Enregistrement mobile	5 000 000	2 000 000	3 000 000	En raison de la pandémie de COVID-19, le département n'a pas été en mesure de procéder à l'enregistrement des faits d'état civil, d'où la nécessité de procéder à un enregistrement national mobile.

Soutien des partenaires du développement

Les partenaires du développement qui ont appuyé l'initiative d'amélioration des systèmes ESEC du Zimbabwe sont énumérés au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6 : Soutien des partenaires de développement.

Organisations internationales, organisations non gouvernementales et partenaires	Mandat
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	Soutenir les initiatives relatives aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Fournir un soutien technique pour l'enregistrement des naissances

Conclusion

La République du Zimbabwe, par le biais de son département du Registraire général, a fait des progrès significatifs dans l'amélioration de ses systèmes ESEC. Parmi les réalisations notables, citons :

- L'enregistrement des naissances est gratuit pour les enfants de moins de 6 ans.
- L'enregistrement initial des documents d'identité nationaux est gratuit pour les demandeurs âgés de moins de 18 ans.
- Le département effectue périodiquement des exercices d'enregistrement mobile pour apporter des services à la population. Actuellement, les exercices d'enregistrement mobile sont effectués à l'échelle des districts.
- Les frais sont supprimés pendant les exercices nationaux d'enregistrement mobile.

Le département du Registraire général travaille en permanence à des solutions pour améliorer la prestation de services. Certaines des recommandations à adopter pour assurer une coordination plus efficace et performante entre les principales parties prenantes à l'échelle nationale comprennent les suivantes :

- Intégration des systèmes avec les principales parties prenantes;

- Mise en place d'un comité de travail technique efficace composé des principales parties prenantes.

Le département a indiqué en outre certains des facteurs sociaux qui ont une incidence sur l'enregistrement des faits d'état civil :

- Normes sociales et culturelles : Il s'agit notamment du manque de coopération de la part des parents ou des proches, et de la demande de paiement du lobola avant de pouvoir apporter une aide.
- Défis générationnels : Les personnes ne parviennent pas à acquérir des documents d'identité parce que leurs parents et, dans certains cas, leurs grands-parents n'en ont pas.
- Distance : Certaines personnes, notamment dans les zones rurales, doivent parcourir de longues distances pour accéder aux services.
- Croyances religieuses : Certaines croyances religieuses constituent un obstacle à l'accès aux documents d'identité, car elles ne reconnaissent pas l'importance de l'enregistrement.
- Pauvreté : Certaines personnes, notamment dans les communautés rurales, n'ont pas les ressources nécessaires pour se rendre au bureau d'enregistrement le plus proche.

- Migration : Certains parents ont migré, laissant leurs enfants non enregistrés; on ignore où ils se trouvent.
- Ignorance : Certains parents et tuteurs ne connaissent pas les dispositions de la loi, comme la Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès, qui stipule que chaque enfant doit être enregistré dans les 42 jours suivant sa naissance.

Quelques priorités à venir pour le département du Registraire général :

- Informatisation des bureaux auxiliaires;
- Décentralisation des services;
- Développement de l'infrastructure – bureaux et logements du personnel, et entretien;
- Exercices d'enregistrement mobile et campagnes de sensibilisation.

Le Zimbabwe souhaiterait parvenir à une coordination plus efficace et performante entre les principales parties prenantes nationales en mettant en commun les efforts des acteurs ayant un rôle dans le système d'état civil.

Le département du Registraire général devrait être soutenu par les partenaires du développement dans les domaines suivants :

- Soutien financier pour effectuer des enregistrements mobiles et acheter des véhicules tout-terrain;
- Soutien technique : développement des compétences, programmes d'échange, ateliers;
- Technologies de l'information et des communications dans les bureaux infranationaux : équipement informatique et logiciels;
- Développement des infrastructures des bureaux d'enregistrement.

Ressources

Sites Web

Agence nationale des statistiques de Zimbabwe :
zimstat.co.zw

Département du Registraire général :
rg.gov.zw

Ministère des Affaires intérieures et du
Patrimoine culturel : moha.gov.zw/en

Organisation mondiale de la Santé Zimbabwe :
afro.who.int/countries/zimbabwe

UNICEF Zimbabwe :
data.unicef.org/crvs/zimbabwe

Documents supplémentaires

Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès.
[Chapitre 5:02]. data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/zimbabwe_birthreg_2005_en.pdf

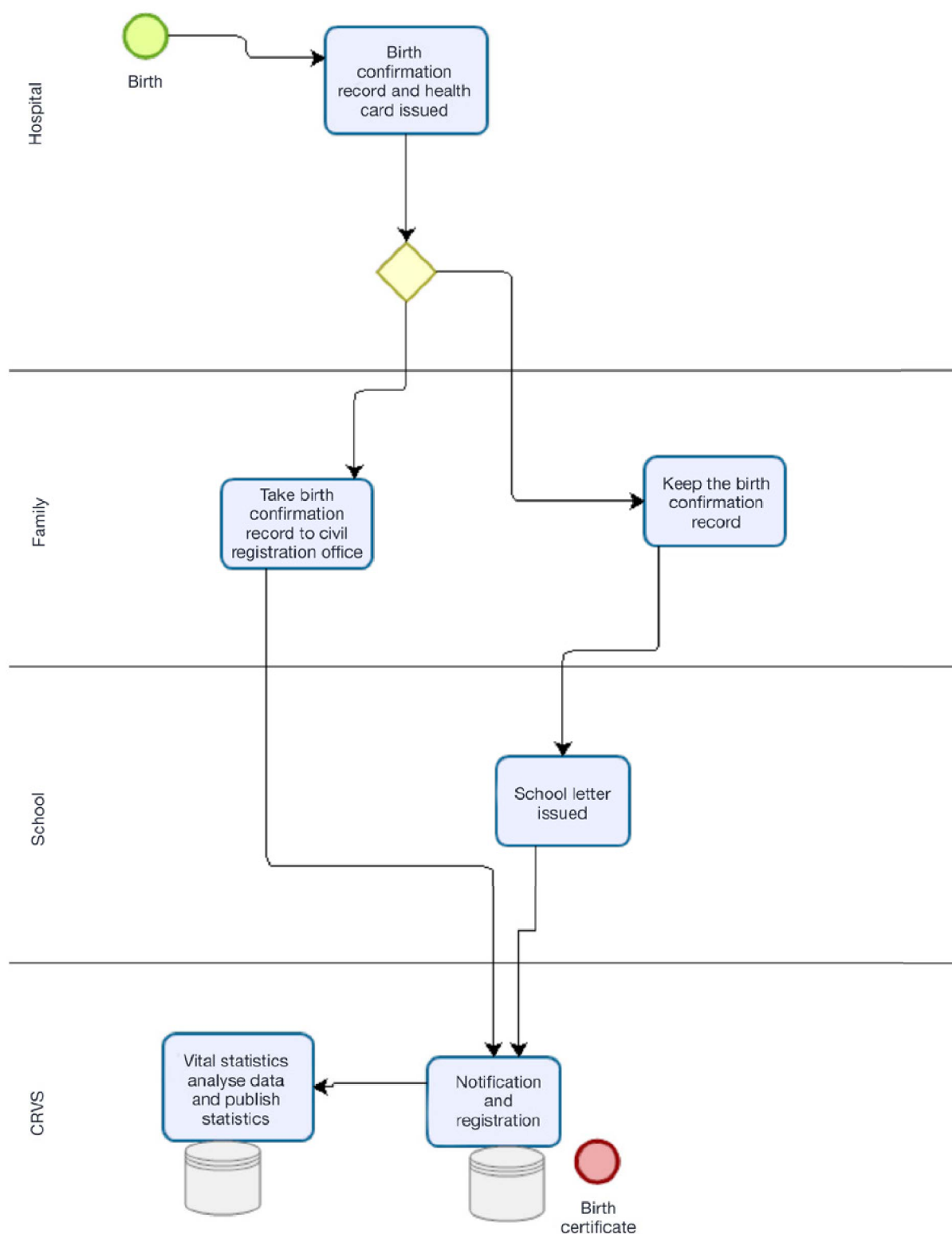
Loi sur le mariage. [Chapitre 5:11]. Constitution
de Zimbabwe. data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/Zimbabwe-Marriage-Act.pdf

ZIMSTAT. 2015. Rapport thématique sur la
mortalité. zimstat.co.zw/wp-content/uploads/publications/Population/population/mortality-thematic-report.pdf

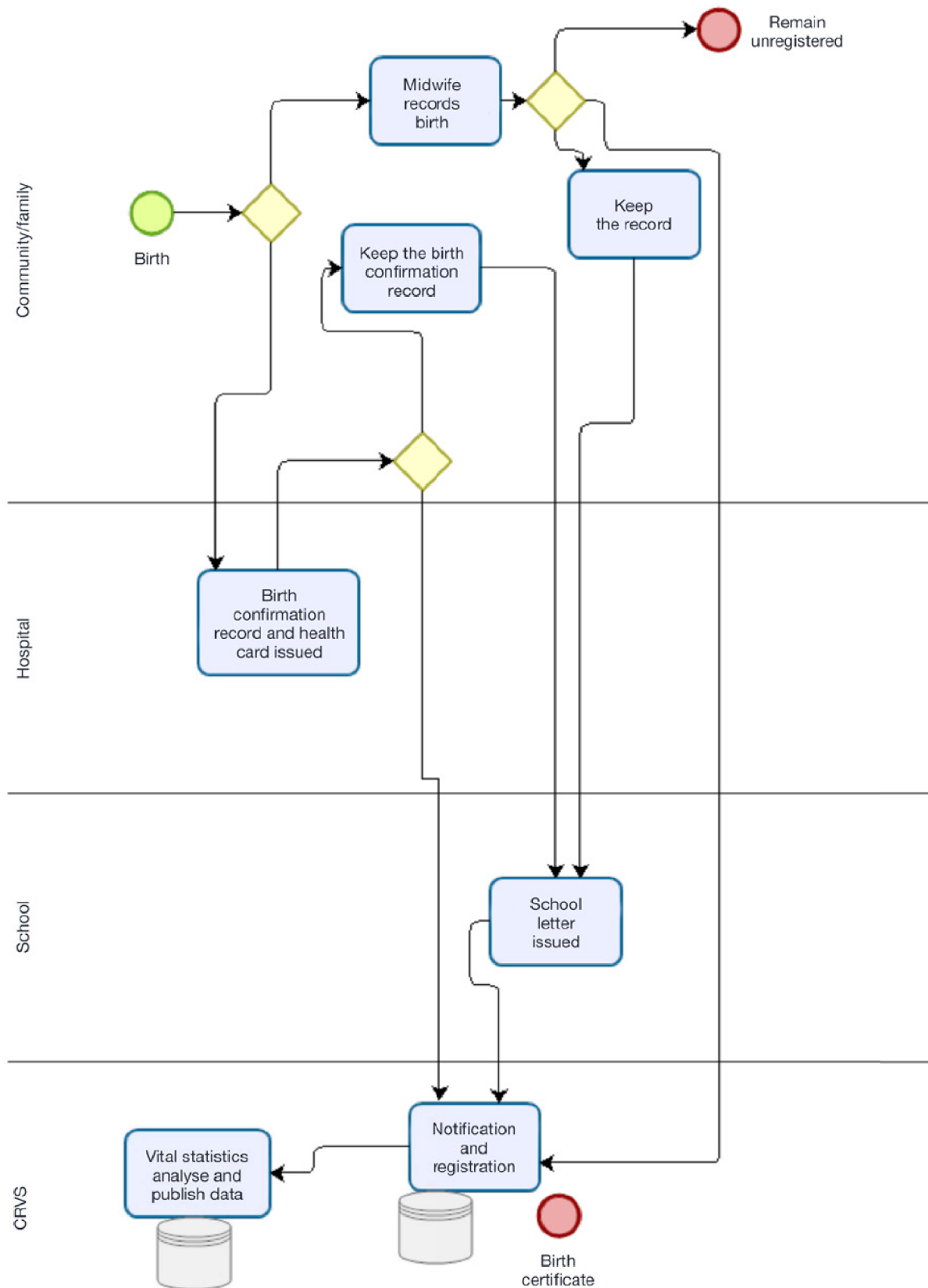


Annexe 1 : Enregistrement des naissances dans un établissement de santé processus opérationnel

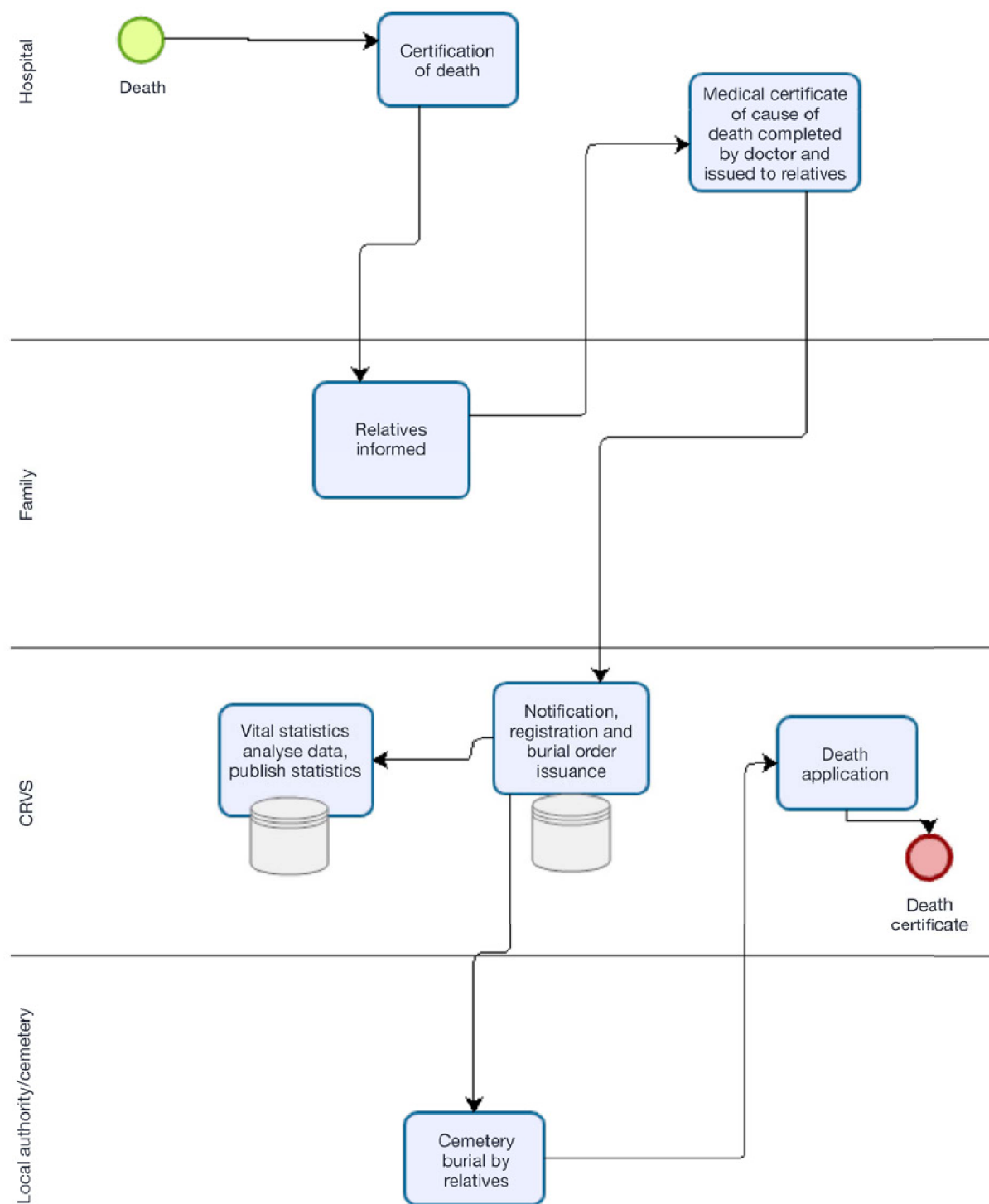
Toutes les annexes apparaissent dans leur forme originale et ne sont disponibles qu'en anglais.



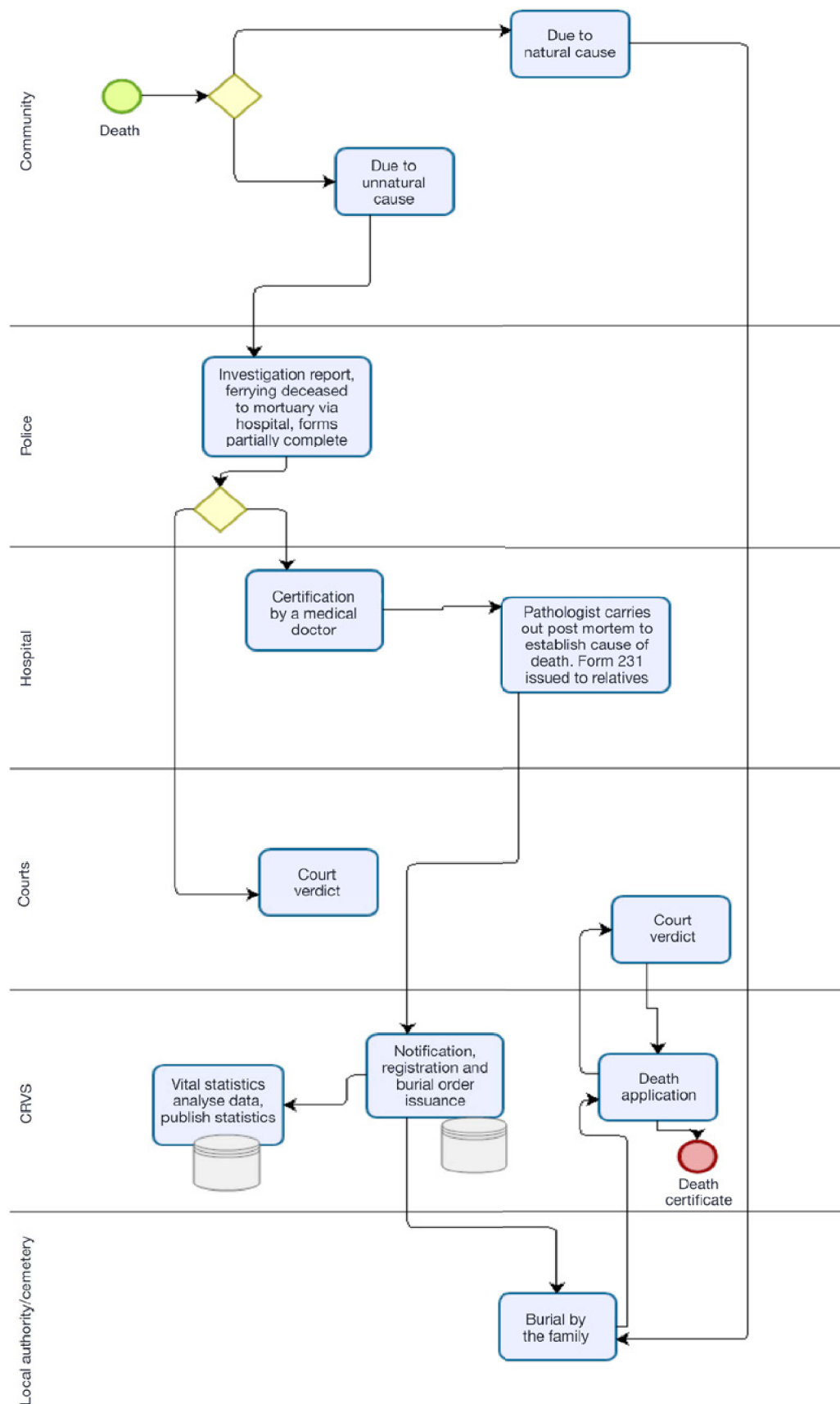
Annexe 2 : Enregistrement des naissances dans la communauté processus opérationnel



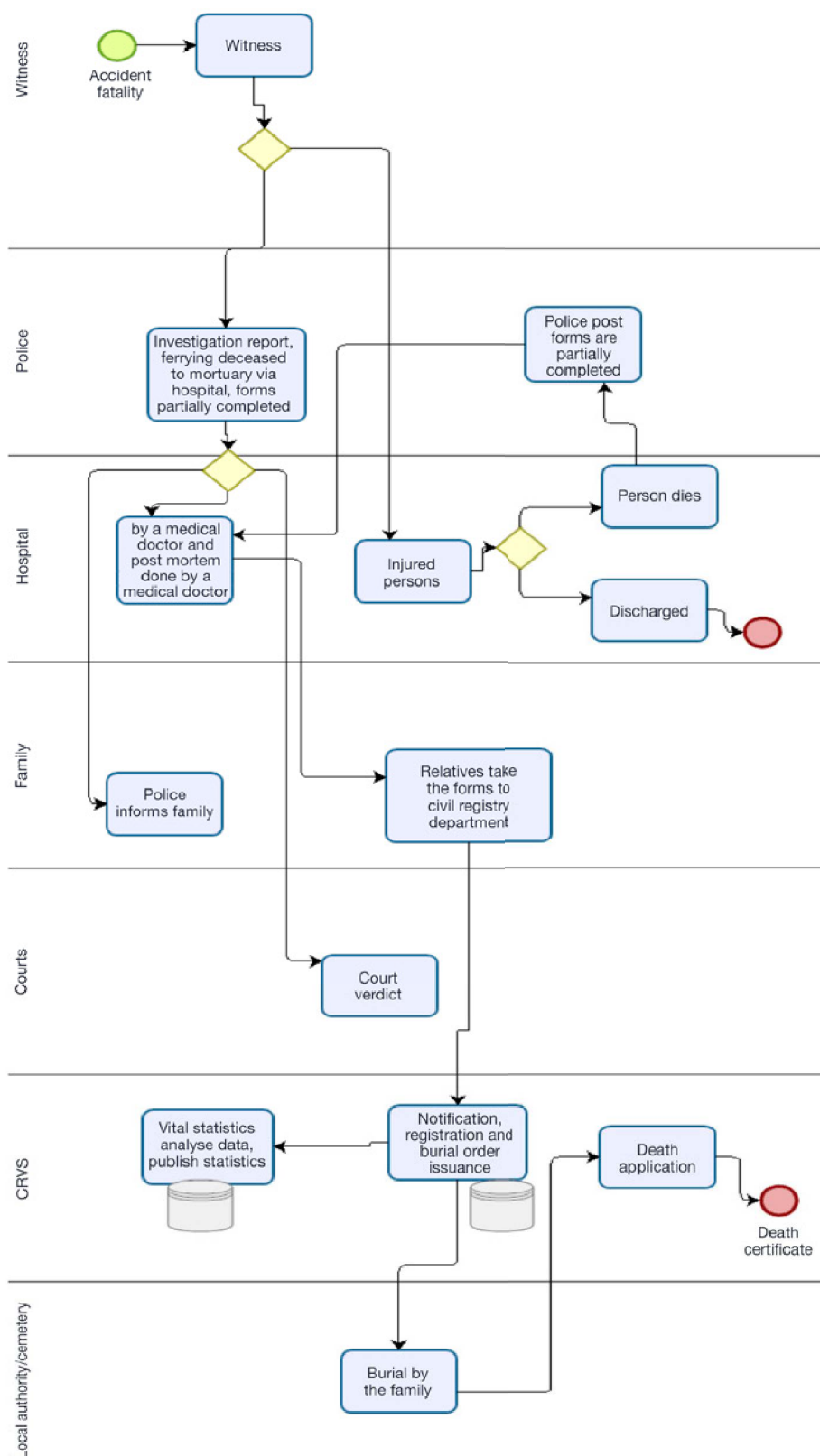
Annexe 3 : Enregistrement des décès dans un établissement de santé processus opérationnel



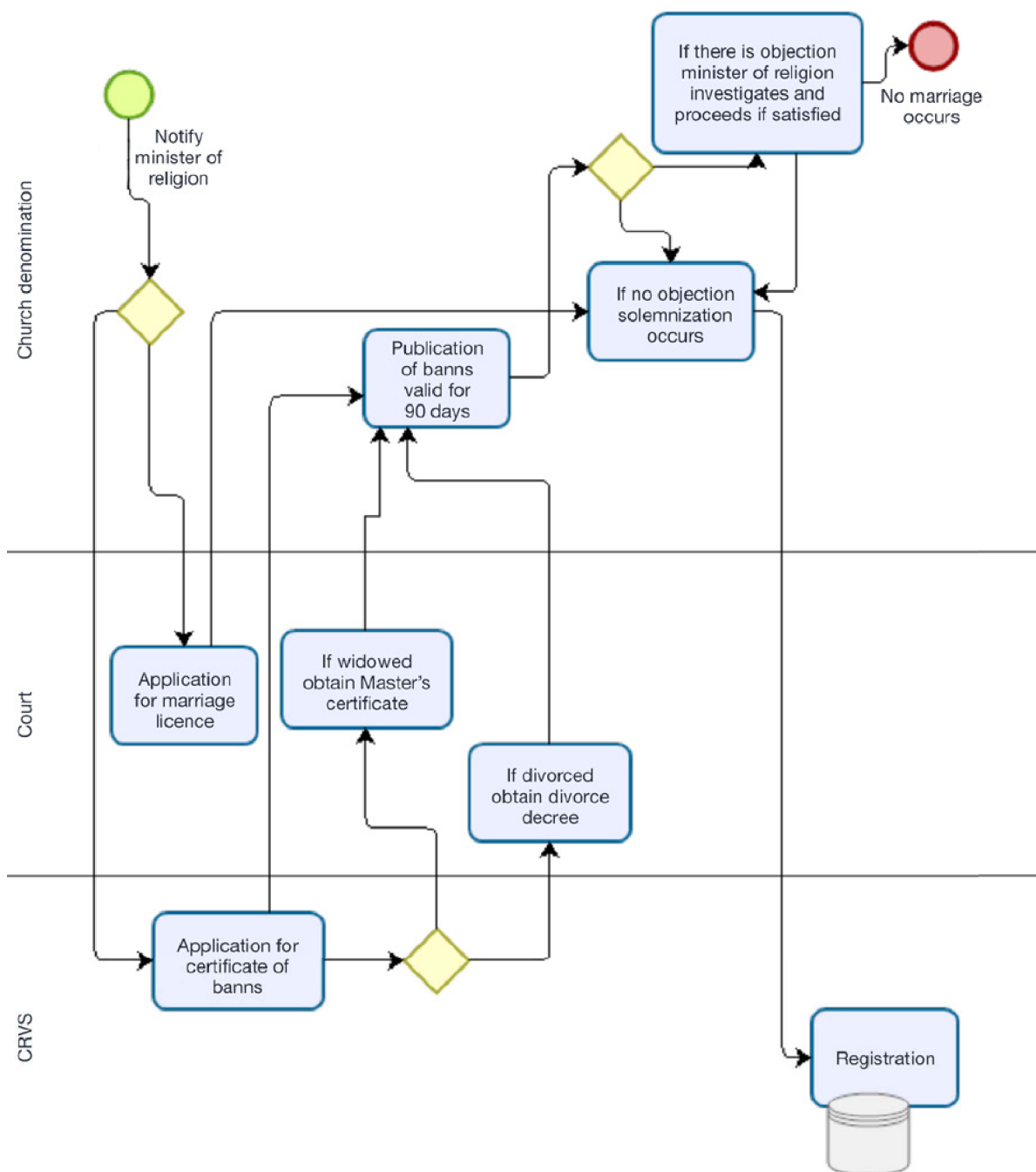
Annexe 4 : Enregistrement des décès dans la communauté processus opérationnel



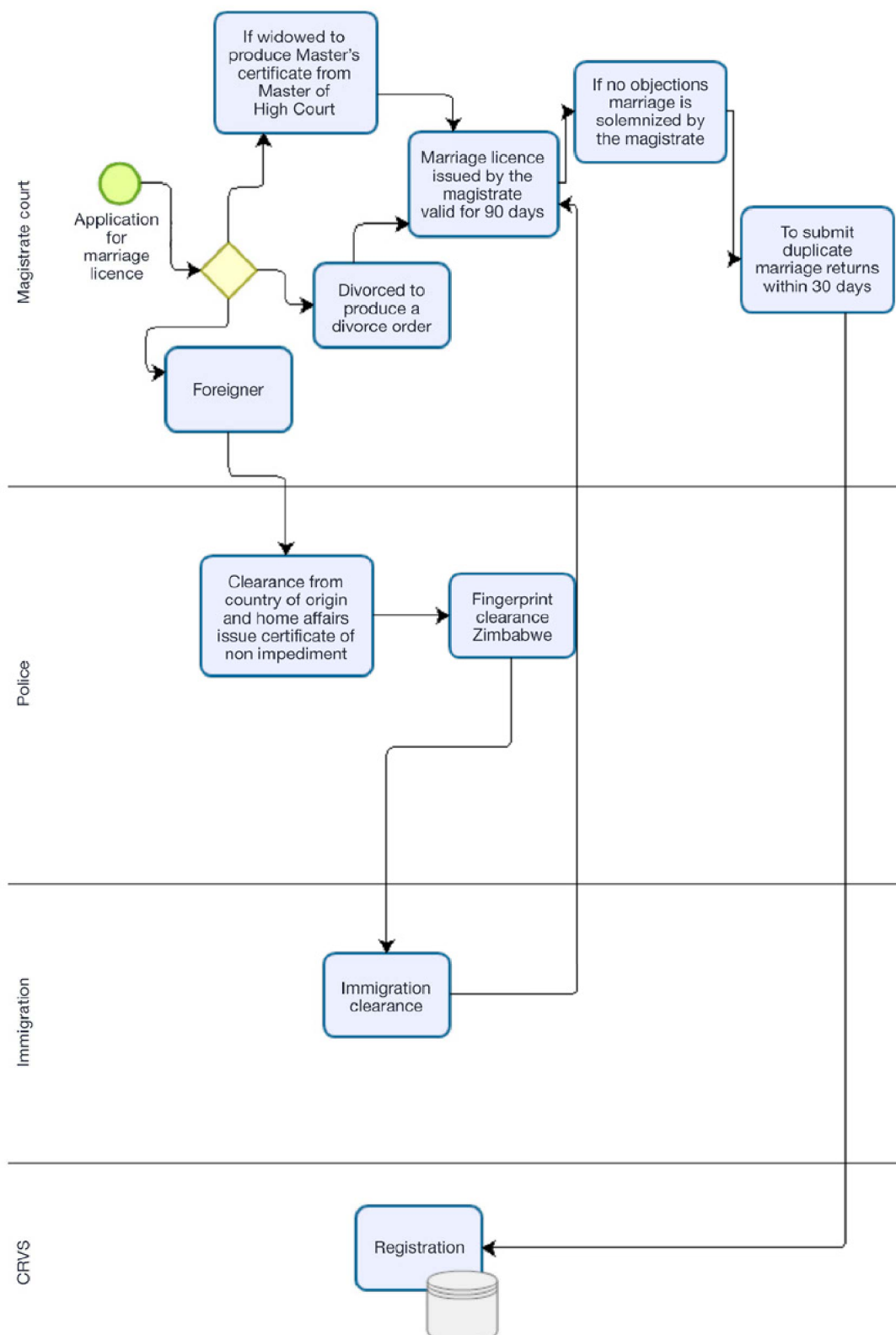
Annexe 5 : Enregistrement des décès dus à un accident processus opérationnel



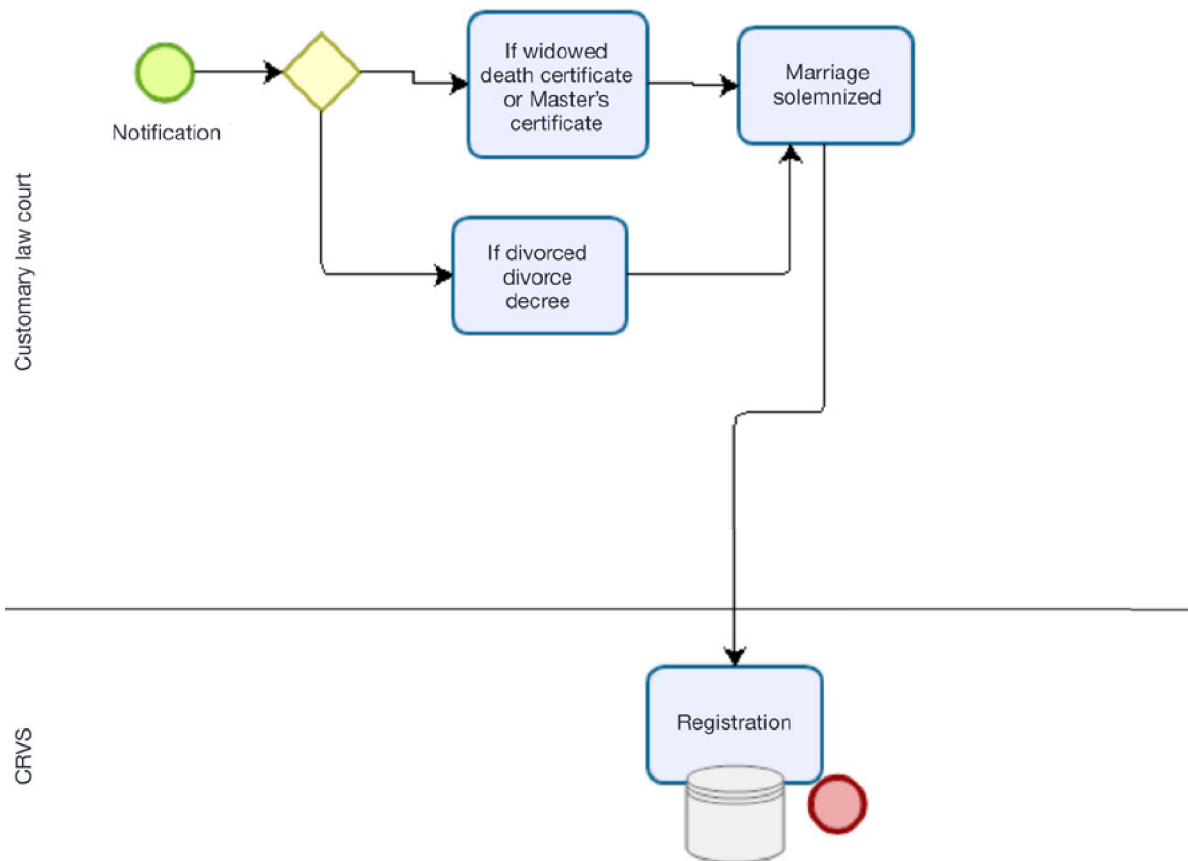
Annexe 6 : Enregistrement des mariages : dénomination de l'église processus opérationnel



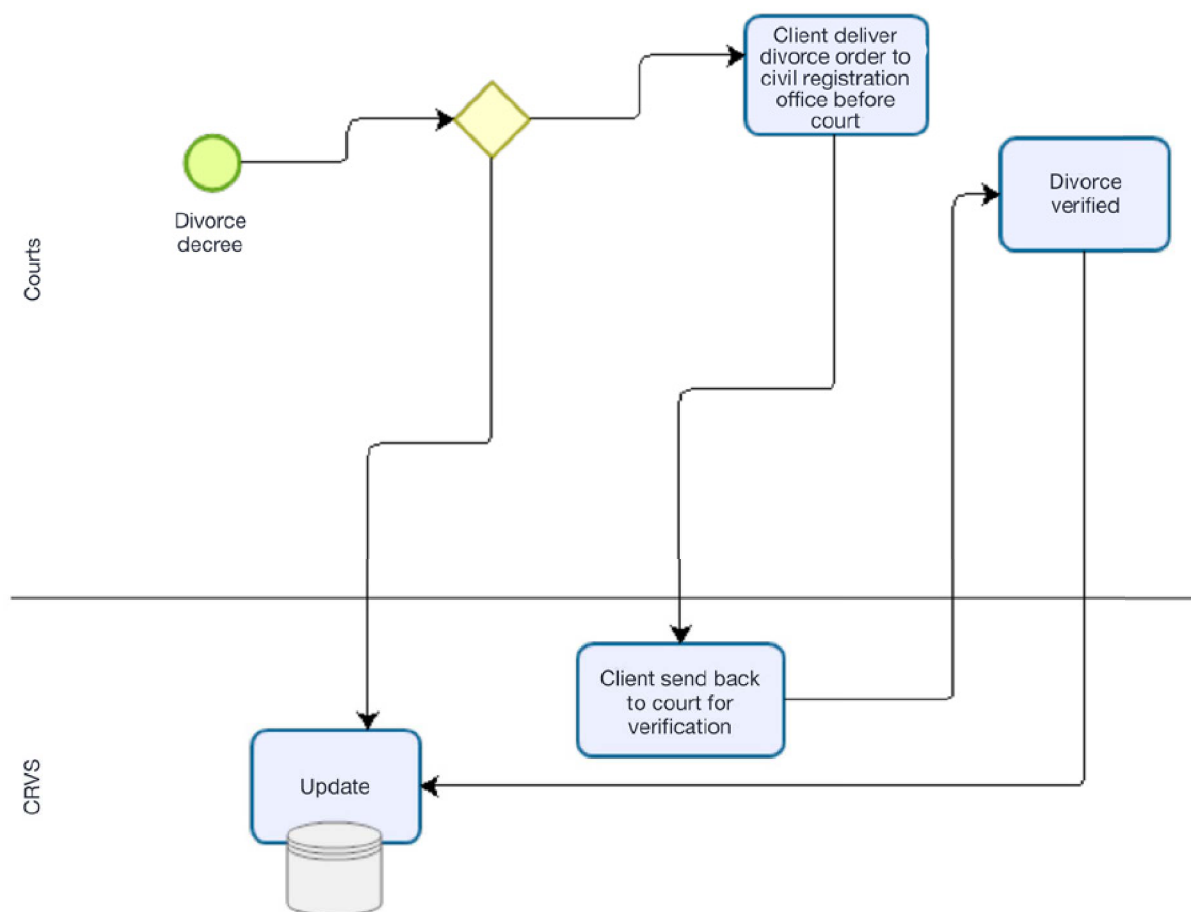
Annexe 7 : Enregistrement des mariages : mariages judiciaires processus opérationnel



Annexe 8 : Enregistrement des mariages : mariages coutumiers processus opérationnel



Annexe 9 : Enregistrement des divorces processus opérationnel



Notes

- 1 Agence nationale des statistiques de Zimbabwe. 2019. Report on Labor Force. zimstat.co.zw/wp-content/uploads/publications/Economic/Employment/Labour-Force-Report-2019.pdf
- 2 Ibid.
- 3 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, au cours d'une période de temps donnée, habituellement une année. Voir CEA, CESAP et Statistics Norway. 2016.
- 4 UNICEF. s.d. Zimbabwe. Key demographic indicators. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. data.unicef.org/country/zwe/#
- 5 UNICEF. 2019. Zimbabwe.
- 6 Ibid.
- 7 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 8 Banque mondiale. 2018. Country profile: Zimbabwe. databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=ZWE
- 9 Statista. s.d. Zimbabwe: Birth rate from 2008 to 2018. statista.com/statistics/978739/crude-birth-rate-in-zimbabwe/#:~:text=According%20to%20the%20source%2C%20the,live%20births%20per%201%2C000%20inhabitants
- 10 Banque mondiale. 2018.
- 11 Ibid.
- 12 Statista. Zimbabwe: Birth rate from 2008 to 2018.
- 13 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. s.d. Zimbabwe. childmortality.org/data/Zimbabwe
- 14 Ibid.
- 15 Mugarisi, V. 2020. Health workers gain new knowledge to help reduce maternal and perinatal deaths in Zimbabwe. 1 décembre. Organisation mondiale de la Santé (OMS). afro.who.int/pt/node/13738#:~:text=According%20to%20the%20Multiple%20Indicator,deaths%20per%201000%20live%20births
- 16 UNICEF. 2019. Zimbabwe.
- 17 Département du Registraire général. s.d. Birth and Death Certificates. rg.gov.zw/index.php/services/birth-and-death-certificates
- 18 Agence nationale de la statistique de Zimbabwe. 2015. Mortality Report 2015. zimstat.co.zw/wp-content/uploads/publications/Population/population/mortality-thematic-report.pdf
- 19 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. s.d. Zimbabwe.
- 20 Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME). s.d. Zimbabwe. healthdata.org/zimbabwe
- 21 Banque mondiale. 2017. Report on the State of Identification Systems in Africa. openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28310
- 22 Data Protection Laws of the World. 2021. Zimbabwe. dlapiperdataprotection.com/index.html?t=law&c=ZW#:~:text=The%20protection%20of%20privacy%20is%20a%20principal%20enshrined%20in%20Zimbabwe's%20Constitution.&text=The%20Access%20to%20Information%20and,personal%20data%20by%20public%20bodies

- 23 OneTrust DataGuidance. 2020. Zimbabwe Data Protection Overview.
dataguidance.com/notes/zimbabwe-data-protection-overview
- 24 Les priorités de premier plan devraient être déterminées dans l'évaluation menant à la préparation du plan stratégique. Les priorités peuvent varier d'un pays à l'autre. De façon générale, on pourrait donner comme exemple la défense des droits, la mise à jour du cadre juridique, l'amélioration de la couverture de l'enregistrement, l'amélioration de la qualité des registres, le renforcement de la coordination entre les principales parties prenantes, la production de statistiques sur l'état civil, notamment les causes de décès, l'introduction de la technologie et l'élimination de l'arriéré dans l'enregistrement des naissances.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL

Canada